

**Service Départemental d'Incendie
et de Secours du JURA**

Service prévention

Affaire suivie par : Lieutenant hors classe LASKOWSKI Pascal

REF. : PREV/ D-2024-001214 -PL/PZ

service-prevention@sdis39.fr

☎ 03 84 87 08 20

Réunion de la commission, le 25/09/2024

PROCES VERBAL
DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE POUR LA SECURITE
CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE
DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC DU JURA
Relatif à l'étude d'une demande de dérogation au règlement de sécurité

Nom de l'Établissement : **CH LOUIS PASTEUR**
Adresse : **Avenue Léon Jouhaux**
Code Postal : **39100** Commune : **DOLE**
Activités : **Etablissements de soins**
Propriétaire : **CH Louis PASTEUR**
Exploitant : **M.CHAFFANGE Gilles**
Téléphone de l'ERP : **03 84 79 80 80**

N° établissement : **E198-00178P**
Type principal : **U**
Catégorie : **2**
Dernière Visite Générale : **15/12/2022** Avis : **Favorable**
Année Prochaine Visite : **2025** Application de GE4 : **NON APPLICABLE**
Nature de l'étude : **Demande de dérogation**
Date d'arrivée au SDIS : **20/08/2024**
Numéro : **Dérogation n° 5**
Nature du projet : **Demande de dérogation (liée au PC 039 198 24 D0046 et AT 039 198 24 D0028) pour mise en place de portes coulissantes manuelles pour les boxes individuels dans le cadre de l'extension et de la restructuration du service de dialyse**
Commission Compétente : **Sous-Commission Départementale**
Date de la Commission : **25/09/2024** Avis : **Favorable**
Demande de dérogation : **OUI** Nbre : **05**

En application de l'article R 143-47 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie dans les établissements recevant du public du JURA s'est réunie afin de donner un avis relatif à la demande de dérogation au règlement de sécurité ci-dessus désignée.

Sous la présidence de Monsieur **François CURIE**,

Ont participé :

- Madame **Catherine NONOTTE-BOUTON**, représentant le Maire de Dole, par **avis écrit motivé**,
- Madame **Karine CHAPITAUX**, Direction Départementale des Territoires,
- Lieutenant **Grégory SARTARIN**, Police Nationale,
- Capitaine **Jean-Yves BARIOD**, rapporteur, préventionniste au SDIS du Jura

Demande de dérogation au règlement de sécurité

L'article R 143-13 du Code de la Construction et de l'Habitation précisé par la circulaire n° 87-16 du 2 février 1987, prévoit la possibilité d'atténuer les prescriptions du règlement de sécurité.

Dans ce cas, d'une part des mesures spéciales destinées à compenser ces atténuations peuvent être imposées, le but étant que l'ERP présente un niveau de sécurité constant, d'autre part ces atténuations ne peuvent être décidées que sur avis conforme de la sous-commission départementale de sécurité incendie.

L'objet du présent rapport est de demander à la commission de sécurité incendie compétente une dérogation.

Il comprend 5 parties :

- L'identité de l'ERP concerné.
- Les articles ou parties d'articles dont il est demandé qu'ils ne soient pas appliqués.
- L'impact sur la sécurité incendie de la non application de ces éléments.
- Une proposition explicite de compensations.
- L'analyse de risque qui permet de conclure que ces compensations génèrent un niveau de sécurité identique de l'ERP.

1) L'établissement concerné :

N° : E198-00178P

NOM : CH LOUIS PASTEUR

ADRESSE : Avenue Léon Jouhaux

COMMUNE : DOLE

CLASSEMENT : Type Principal : U - Catégorie : 2

DATE DE DERNIERE VISITE DE L'ETABLISSEMENT: 15/12/2022

2) Le détail des dispositions non appliquées référencées réglementairement :

Il est demandé de déroger à l'article U21§2 qui prévoit, en dérogation à l'article CO 48§4, qu'une porte coulissante non motorisée peut-être installée, dans les locaux de moins de 10 m², sous réserve qu'elle ne doive pas justifier d'un classement de résistance au feu.

3) L'impact de ces atténuations sur la sécurité incendie de l'ERP :

Cette demande de dérogation est intégrée dans le permis de construire n° 039 198 24 D0046 et l'autorisation de travaux n° 039 198 24 D0028 visant à l'extension et à la restructuration du service dialyse du centre hospitalier Louis Pasteur. Les boxes isolés concernés disposent de surfaces de 12,17 m² à 15 m² pour les boxes bariatriques.



ETAGE DIALYSE - PROJET 1/2000

4) Le détail des compensations proposées :

Il n'est pas proposé de mettre en place des mesures compensatoires. Cette disposition vise à offrir de meilleurs conditions d'usage pour le personnel et du confort d'intimité pour les patients.

5) L'analyse de risque :

L'article U21§2 prévoyait cette disposition tout en limitant la surface maximum à moins de 10 m². Les installations médicales, les techniques et les pratiques continuent à progresser alors que les textes réglementaires sont figés.

Cette demande de remplacement de porte coulissante non motorisée sur certains des boxes de dialyses, n'a pas d'impact majeur sur la sécurité incendie, notamment sur une évacuation ou une propagation d'un incendie.

Dès lors on peut considérer que le niveau de sécurité est maintenu.

6) CONCLUSION

La sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie dans les établissements recevant du public du JURA émet un avis favorable à la demande de dérogation au règlement de sécurité.

Sous le contrôle du représentant de l'État dans le département, le Maire est chargé de l'exécution des dispositions du règlement de sécurité incendie au vu des articles R 143.23 et R 143.42 du Code de la Construction et de l'Habitation. Il a notamment la charge de la notification, d'une part de la conclusion de la commission, d'autre part de sa décision de classement (type et catégorie) et de l'ouverture au public ou pas de l'ERP aux exploitants (pas aux propriétaires). Il peut le faire soit par arrêté soit par lettre recommandée avec avis de réception, rendant par là même exécutoires les prescriptions proposées par la commission de sécurité qu'il peut en outre assortir de délais pour leur réalisation.

**Le Président de la Sous-Commission
Départementale du Jura pour la Sécurité
contre les Risques d'Incendie
dans les Établissements Recevant du Public,**



François CURIE